

L'économie libre de marché, vrai moteur d'inclusion

PIERRE BESSARD

La productivité et les niveaux de revenu permettent des choix nuancés dans la manière de mener et de gérer sa vie.

Dans la quête légitime d'une économie inclusive, à laquelle participent à leur avantage mutuel le plus de personnes possible, l'économie libre de marché pourrait bien être la solution la plus sous-estimée.

Les préjugés contre le «capitalisme» ou la libre entreprise demeurent répandus, qu'ils émanent de conceptions religieuses, idéologiques ou cognitives. Or ce n'est qu'en produisant des biens et des services demandés par beaucoup de monde, en augmentant le confort, la longévité ou la qualité de vie en général qu'une personne (entrepreneante) devient riche dans une véritable économie de marché — c'est-à-dire une économie séparée de l'Etat, où les connivences politiques et les distorsions légales n'interviennent pas dans la prise de risque et les processus d'échange.

La liste Forbes des milliardaires dans le monde est composée quasi exclusivement d'entrepreneurs, d'innovateurs et d'investisseurs qui ont amélioré la productivité et le niveau de vie de millions d'individus. Les deux personnes les plus riches, Jeff Bezos et Bill Gates, ont fondé des entreprises qui n'existaient pas il y a trente ou cinquante ans. Leur fortune repose sur des facteurs de production destinés à des produits accessibles à tous et demandés volontairement pour la valeur ajoutée qu'ils offrent.

L'économie de marché a réduit la pauvreté

C'est pourquoi plus une économie est libre, plus elle sera inclusive: la productivité et les niveaux de revenu permettront une diversification de l'offre et rendront rentables des services et des biens qui ne le seraient pas dans une économie moins prospère, ce qui multiplie les opportunités d'emploi, de mieux en mieux rémunérées. C'est ainsi que les «pauvres», dans une économie libre, ont non seulement de quoi s'abriter, se vêtir et se nourrir (ce qui n'est pas forcément le cas dans les économies réprimées), mais disposent de téléviseurs géants à écran plat, de voitures, de réfrigérateurs, d'ordinateurs portables, de fours à micro-ondes, etc. En plus de l'égalité en droit de chacun inhérente à toute société libérale, l'économie de marché a démocratisé la plupart des luxes d'hier. Les différences ne sont plus qu'en degrés, mais pas fondamentales.

Convergence des qualités de vie

De ce point de vue, les écarts statistiques de revenu et de fortune ne reflètent aucune réalité économique: ils ne peuvent appréhender la dynamique sociale de millions de décisions individuelles à l'origine de la création et de la répartition de la richesse, ni leur évolution dans le temps (de l'étudiant «pauvre» à l'entrepreneur milliardaire), et prêtent aux statistiques un comportement qui leur serait propre, alors que la qualité de vie d'un entrepreneur qui possède des usines et des équipements et celle de ses employés bien rémunérés ne se distinguent guère.

L'inclusivité d'une économie libre, en effet, ne se mesure pas qu'en argent, mais en accès à des biens et à des services réels. Or tant la qualité que la quantité de produits accessibles continuent d'augmenter pour l'ensemble de la population. En témoigne la diminution vertigineuse des dépenses de consommation de base dans le budget d'un ménage salarié (en Suisse, la part de l'alimentation, par exemple, a passé de 42% il y a cent ans à 9% aujourd'hui). Ces améliorations de la qualité et du niveau de vie, les progrès technologiques qui facilitent la vie de tous les jours et l'allongement extraordinaire de l'espérance de vie (de 40 à 83 ans en deux siècles) nourrissent parfois bizarrement la superstition d'une stagnation des revenus du travail.

Enfin, les individus diffèrent dans leurs aspirations et leurs objectifs; ils s'engagent pour leurs passions, consacrent du temps à leur famille et font des choix nuancés dans la manière de gagner et de mener leur vie. Ce qui rend forcément arbitraire toute comparaison de revenu ou de fortune. C'est même toute la beauté de la société libre que de permettre ces choix: on songe aux communautés Amish aux Etats-Unis, qui vivent délibérément à l'écart de l'économie contemporaine.

Les deux facteurs d'exclusion

Pourquoi est-il néanmoins nécessaire de s'interroger sur la manière de rendre plus inclusive notre économie? Le degré d'exclusion est généralement corrélé à la densité réglementaire et au poids des prélèvements fiscaux pour financer les rentes improductives de l'Etat-providence: plus une économie est réglementée, en particulier dans les relations de travail, et plus la redistribution de revenus par l'intermédiaire de l'Etat est injustifiée et importante, plus le taux de chômage et la précarité de l'emploi seront élevés: une comparaison entre la France et la Suisse (en particulier avec ses cantons les plus compétitifs) suffit à illustrer le propos. Le pouvoir destructeur de syndicats idéologisés et une politique sociale «victimiste» sont les principaux facteurs d'exclusion en Europe. L'économie inclusive passe par davantage de liberté entrepreneuriale, de liberté d'embaucher et de débaucher, par des baisses de la charge fiscale, par des déréglementations, des libéralisations (à l'instar des progrès obtenus dans les télécommunications) et des «désétatisations».

Cet article a été publié dans Le Temps.

Septembre 2018



